



DECLARATION FSU CHSCTD du 07 mai

2020

Pour la FSU, la question primordiale qui devait être posée n'était pas celle d'une date de reprise mais celle des conditions d'un retour progressif, des personnels et des élèves dans les établissements et services. Conditions qui doivent garantir le maximum de sécurité sanitaire et d'hygiène pour la communauté éducative. Ceci afin de prévenir les risques d'exposition professionnelle et d'éviter que l'École soit le lieu de départ d'une seconde vague de contaminations. Certes, cette question a été abordée, mais le contenu des réponses humaines et matérielles et leur réalité sur le terrain, ne permettent pas à la FSU de s'y associer.

Dans le cadre d'un respect strict des préconisations sanitaires destinées à l'ensemble de la population, la FSU exige que les agents de la Fonction publique bénéficient partout et de manière vérifiable de mesures barrières renforcées, notamment pour celles et ceux qui sont en contact avec du public.

L'élaboration du protocole s'est faite sans participation des représentants de personnels. Il a fallu attendre le 3 mai, soit vingt jours, pour connaître la version officielle du protocole de reprise de l'école. Vingt jours pendant lesquels l'angoisse n'a cessé de monter parmi les personnels de l'Éducation Nationale. Nous arrivons aujourd'hui, à une situation intenable où les injonctions sanitaires et pédagogiques sont irréalisables. Parler de pédagogie lorsque seuls quelques élèves seront présents pour quelques semaines est un mensonge. Il y a une volonté davantage

économique qu'éducative et cela est d'autant plus choquant que les premières cohortes d'enfants appelées à reprendre sont constituées des plus jeunes de la nation, c'est la prise d'un risque que nous nous refusons à partager.

Alors même que ces mêmes personnels, depuis le 16 mars, n'ont cessé de travailler intensément, sans un cadre précis de leur employeur ou fluctuant selon les services, pour assurer la « continuité pédagogique » et maintenir des liens les plus étroits avec le plus d'élèves possible. Nombre de nos collègues craquent et se demandent comment ils vont pouvoir assurer à la fois l'application des préconisations sanitaires et les injonctions pédagogiques contenus dans la circulaire du 4 mai.

Nous sommes, au même titre que chacun d'entre nous et n'avons pas à le prouver, attachés aux missions de l'école et préoccupés par la situation des élèves décrocheurs. Mais pour la FSU la nécessaire ouverture des écoles, des établissements scolaires et des services ne doit pas se faire au prix d'un risque énorme pour la santé des personnels, des élèves et des familles. Cette réouverture doit se faire, si et seulement si, les conditions sont réunies pour ne pas en faire de nouveaux foyers épidémiques qui impacteraient toute la société alors que le déconfinement général est un moment crucial.

Ce que nous dénonçons, aujourd'hui, c'est cette reprise à marche forcée et l'application d'un protocole élaboré a minima. L'EN serait bien inspirée de prendre modèle sur la région Grand Est et sur les grands groupes nationaux, ne serait-ce que sur les dotations en matériel sanitaires.

Alors que personne n'est capable d'évaluer sérieusement les risques liés au coronavirus dans un établissement scolaire, le ministère de l'EN propose, soi-disant, un plan de prévention adapté et efficace, dont il sait que les objectifs ne sont pas atteignables dans la semaine du 11 mai.

De ce fait, en s'accrochant à cette reprise prématurée et précipitée, le Ministre de l'Éducation Nationale fait partager à d'autres (acteurs de terrain en premier lieu) une énorme prise de risque pour les personnels, et met les usagers, en danger. Aucun pays en Europe ne traite le processus de déconfinement de l'école avec autant de légèreté.

Nous demandons l'ouverture de vraies discussions avec les représentants des personnels et des parents, pour définir des modalités de la continuité du service public d'éducation qui garantissent la sécurité sanitaire de toutes et tous.

Solennellement, en l'état actuel des remontées dont nous disposons, la FSU juge dangereux et prématuré une réouverture des classes le 11 mai et réaffirme son opposition à cette décision.